

EN REVUE

Esprit

*Mensuel, n° 10,
octobre 2002, 220 p.*

Coquetterie parisienne? La célèbre revue est pour le moins réticente à avouer qu'avec ce numéro, elle a atteint ses septante ans. La rédaction le fait dans un éditorial d'une page et demie, qui commence par condamner, de manière un brin condescendante, les publications auxquelles la célébration d'anniversaires sert essentiellement d'autojustification et d'autosatisfaction.

Elle prend ensuite de l'altitude et redéfinit avec clarté l'« esprit » qui est à l'origine de la longévité exceptionnelle d'*Esprit*. La revue se veut le contraire d'un « lieu de mémoire éternel », dont l'existence ne se justifierait que d'avoir déjà existé. Pour comprendre sa ligne éditoriale, il faut se référer d'abord à la refondation de la publication opérée par Emmanuel Mounier au sortir de la Seconde

Guerre mondiale, et cela sous l'influence déterminante de Paul-Louis Landsberg, lequel a appris aux personnalistes à s'engager, dans le sens de croire à l'action, de s'inscrire dans le cours du temps et la finitude, sans céder à l'illusion qu'on œuvre pour une cause parfaite. Le fil conducteur d'*Esprit* est dès lors l'attention engagée à l'histoire, ce qui préservera la publication de se transformer, à la mort de Mounier, en réceptacle de la pensée du fondateur et en instrument d'un mouvement personnaliste, ou encore de mettre en danger son indispensable indépendance pour adopter le profil d'une revue carrément militante et branchée sur la politique.

C'est précisément à l'engagement qu'est consacré l'inédit d'Emmanuel Mounier, opportunément retrouvé pour la circonstance, qui ouvre le numéro. Un bref texte signé sans être daté, mais qui a visiblement été

écrit en réaction à la parution le 1^{er} octobre 1945 du premier numéro des *Temps Modernes*. Le fondateur d'*Esprit* y conteste l'affirmation contenue dans le liminaire des *T.M.*, selon laquelle le mot « engagement » serait né dans l'expérience de la Résistance et appartiendrait au langage existentialiste, au sens sartrien du terme. Mounier rappelle que l'idée d'engagement, non seulement de l'écrivain, mais de tout homme vivant en un lieu et un temps, et son opposition à l'attitude spectaculaire ou purement « objective » ont été mises en circulation avant-guerre par la revue *Esprit*. Celle-ci affirmait en effet déjà l'« incarnation » de l'esprit et la nécessité d'un engagement révolutionnaire dans le courant historique pour ceux-là mêmes qui veulent sauver les valeurs les plus essentielles. Le concept a d'ailleurs des antécédents dans l'histoire, par exemple, chez Pas-

cal ou chez Marx. Sous cet engagement, défendu par les existentialistes, par les personnalistes et par un marxisme ouvert, on est venu parfois, termine Mounier, à inclure une sorte de mobilisation sans conditions de l'écrivain et de la conscience. Or, l'engagement comporte radicalement le choix libre. Aussi voit-on se dessiner une réaction, et les mêmes milieux dégager une dialectique plus complexe d'engagement et de dégageant comme étant la systole et la diastole de l'existence consciente.

Anniversaire oblige tout de même, à la suite de cet inédit, un encart signale que l'on peut se procurer auprès de l'administration de la revue une brochure de quatre-vingts pages intitulée « *Esprit*, une revue dans l'histoire, 1932-2002 ».

Le dossier du numéro est quant à lui consacré au thème « Résister à l'impuissance démocratique ».

L'historien Yves Tessier d'Orfeuil a récemment publié chez Desclée De Brouwer une biographie du patriarche latin de Jérusalem sous le titre *Michel Sabbah. Paix sur Jérusalem. Propos d'un évêque palestinien*. S'ensuit actuellement une polémique sur la question de savoir si, comme le prélat l'affirme dans les textes que publie son biographe, les concepts utilisés par la théologie du « mystère d'Israël » servent à justifier la monopolisation de la Palestine par l'État d'Israël et ignorent la présence en Terre sainte d'un autre peuple; s'il est légitime pour un évêque de poser la question « Mystère d'Israël ou de la Palestine? »; si enfin, à bon droit, le patriarche assimile l'écrasement actuel des Palestiniens à la Shoah et récuse, comme issu de la culpabilité occidentale, le dialogue entre chrétiens et juifs au pays de Jésus tel qu'il est conçu actuellement.

Études publie (p. 347-360) deux critiques des propos incriminés, qui toutes deux achoppent sur la question du « mystère d'Israël ». Celle de l'oratorien

Jean Dujardin, ancien secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, adopte un point de vue institutionnel en rappelant les termes du paragraphe 4 de la Déclaration de Vatican II, *Nostra Ætate*, consacré à la religion juive. Il dénonce comme inadmissibles la confusion des registres opérée par Michel Sabbah entre « histoire du salut » et histoire politique, et la régression du patriarche à la théologie patristique de la substitution de l'Église à Israël, condamnant ce dernier à la diaspora permanente. Tout en regrettant lui aussi, et pour des raisons analogues quant au fond, la formule « Mystère d'Israël ou de la Palestine? », le dominicain Jean-Michel Poffet, directeur de l'École biblique de Jérusalem, comprend quant à lui plus qu'il ne blâme le langage de Michel Sabbah et souligne combien le dialogue, mené par les Occidentaux dans la suite des horreurs de la Shoah, est ressenti comme en décalage par des Palestiniens qui ne sont pas responsables des violences nazies. Israël est attaché à ce qu'il nomme sa terre, et des

Palestiniens, sans être couverts par des paroles scripturaires mais bien par leur dignité d'enfants de Dieu, y revendiquent un attachement cautionné par des siècles d'histoire. Tout dialogue judéo-chrétien qui ne prendra pas en compte les données concrètes du problème — à commencer par le fait qu'en Palestine, la conversion a une portée politique — sera superficiel et injuste.

Cette controverse sans réelle conclusion en laissera plus d'un perplexe. Sauf à observer que les positions des trois théologiens reposent sur un présupposé qui leur est commun et qu'ils n'ont pas critiqué: il va de soi pour eux que quand on parle de « mystère d'Israël » en théologie chrétienne, le concept inclut théologiquement, qu'on le veuille ou non, la promesse de la terre de Palestine à Israël, y compris dans le contexte d'aujourd'hui... Or, si on prend la peine de relire dans le texte les deux sources principales auxquelles les acteurs du débat disent se référer, on s'aperçoit que ni le concile Vatican II ni les écrits néotestamentaires n'incluent à titre

récurrent dans le « mystère » d'Israël cette promesse historique de la Terre à Moïse et aux Patriarches. Les familiers des textes ecclésiastiques ne manqueront pas, en effet, d'observer que le paragraphe 4 de la Déclaration de Vatican II sur les relations de l'Église avec les religions non chrétiennes omet délibérément de mentionner cette promesse de la Terre pour dire uniquement: « Le salut de l'Église est mystérieusement préfiguré dans la sortie du peuple élu hors de la terre de servitude. » L'assemblée conciliaire, siégeant en 1965, n'ignorait pas qu'elle maniait politiquement de l'explosif et a limité délibérément la portée de son texte à son objectif prioritaire: délégitimer le vieil antisémitisme catholique en affirmant que « s'il est vrai que l'Église est le nouveau peuple de Dieu, les Juifs ne doivent pas pour autant, être présentés comme réprouvés ni maudits, comme si cela découlait de la sainte Écriture ».

Cette formule conciliaire résume exactement, en termes éthiques, ce que dit théologiquement le chapitre XI de l'Épître aux

Romains en parlant, au verset 25, du « mystère » d'Israël. L'expression lapidaire désigne très précisément le paradoxe de l'histoire du salut de l'humanité par Dieu. Éduqués durant des siècles par Moïse et les prophètes à accueillir le Messie, les Juifs ont refusé Jésus quand il s'est présenté comme tel. À l'inverse, les non-Juifs, totalement impréparés, ont adhéré en masse au christianisme naissant. L'« adoption » par Dieu des chrétiens venus du paganisme n'a pourtant pas éliminé du salut les membres du peuple juif. En tant qu'apôtre, Paul en affirme en tout cas la certitude: « L'endurcissement d'Israël durera jusqu'à ce que soit entré l'ensemble des païens, et ainsi tout Israël sera sauvé. » Bref, pour les chrétiens, les « promesses » qui, selon le verset 4 du chapitre IX du même texte, appartiennent aux Israélites ne sont pas d'ordre géographique, relevant de l'espace, mais d'ordre messianique et eschatologique, relevant du temps. D'ici la fin des temps — comme le montre le superbe apologue de l'olivier sauvage greffé, contre

nature, sur l'olivier franc —, le peuple juif infidèle accueillera Jésus comme le Messie, dont il a dès les origines reçu la promesse.

Faute de passer par ces considérations, qui rendent pour eux obsolète la promesse historique et réalisée aux temps bibliques de la Terre à Israël, les chrétiens palestiniens risquent de continuer à vivre douloureusement un faux problème, qui introduit de manière insensée la contradiction entre leur appartenance religieuse et leur patriotisme. Paradoxalement, la compréhension exégétiquement pertinente de la théologie chrétienne du « mystère » d'Israël est à même de déthéologiser dans son propre système de pensée l'argumentaire religieux utilisé par le sionisme, ce qui permettra aux Juifs de se retrouver au coude à coude avec leurs compatriotes musulmans pour revendiquer une solution stabilisée du conflit relevant de l'arbitrage et des déclarations de l'Organisation des Nations unies. Ils n'ont très certainement pas attendu le présent discernement pour se comporter de

la sorte, mais il n'est pas superflu que celui-ci leur donne de surcroît la sérénité dans leur résistance à la négation de leurs droits.

Hérodote

*Trimestriel, n° 106,
3^e trimestre 2002,
166 p.*

La revue de géographie et de géopolitique publie un numéro entièrement consacré au thème « Religions et géopolitique ». Il s'ouvre par un liminaire d'Yves Lacoste, dont on se permettra de ne retenir ici que la définition qu'il donne de la « géopolitique des religions » : une série de rivalités territoriales entre des forces politiques, qui se réclament de façon explicite ou implicite de représentations religieuses plus ou moins différentes, qu'elles instrumentalisent.

En fonction de qui vient d'être dit concernant la revue *Études*, il paraît, en effet, prioritaire ici de s'attarder sur la contribution de Frédéric Encel, intitulée « Guerre israélo-palestinienne : d'encombrants renforts religieux au service des belligérants », et sur

celle d'Isabelle Richet, dénommée « Religion et politique aux États-Unis : une pas si sainte alliance ».

Dans la seconde partie de son article, qui aborde « La droite américaine et l'alliance biblique », Frédéric Encel établit que, même si elles ne sont pas l'exact équivalent du wahhabisme saoudien comme soutien aux Palestiniens en guerre, les représentations religieuses et mystiques de la société américaine constituent le plus pérenne mécanisme d'amitié et de soutien à l'endroit de l'État d'Israël. Et cela en tant que variable prioritaire, qui peut faire l'appoint par rapport aux cinq motifs traditionnels de l'alliance américano-israélienne que sont : le caractère démocratique de l'État juif ; sa stabilité institutionnelle et politique ; sa puissance militaire ; le legs traumatique de la Shoah ; la force du lobby juif... sans parler de l'empathie suscitée par le massacre du 11 septembre pour une société partageant un fléau identique.

Cinquante pour cent de la société américaine se composent encore de White Anglo-Saxon Protestants (Wasp),

lesquels détiennent l'essentiel du pouvoir politique et financier. Ceux-ci, qui se considèrent comme descendants du noyau originel des pionniers du XVII^e siècle, restent traditionnellement marqués par le schéma eschatologique qu'ils se sont appliqué à eux-mêmes sur la base des prophéties d'Isaïe, Ezéchiel et Jérémie : succession de désastres dus à la désobéissance vis-à-vis de Dieu ; retour en grâce du fait de la promesse incessible et inaliénable du retour de tous les exilés ; rédemption sur la Terre promise et ultime guerre victorieuse contre les ennemis coalisés, annonciatrice de l'arrivée (ou du retour) du Messie... Vu la montée en force d'un important mouvement moraliste et religieusement fondamentaliste à partir des années Reagan, cela permet, entre autres, de comprendre pourquoi, plutôt que de parler, comme ses prédécesseurs, de paix, de libéralisme ou d'économies budgétaires américaines, Ariel Sharon reçut l'une des plus longues et chaleureuses ovations de la part du Sénat américain au grand complet en ne parlant que Bible

et en évoquant Jérusalem comme capitale éternelle et indivisible du peuple juif, la Terre promise aux Patriarches, la Terre conquise par le roi David et le succès eschatologique du retour des Juifs en Eretz Israël.

La quinzaine de pages denses en information d'Isabelle Richet, professeur de civilisation américaine à l'université de Paris-X, n'évoquent à aucun moment la dimension religieuse du soutien des États-Unis à l'État d'Israël. Elle fournissent par contre à cette dimension son indispensable contexte en décrivant, de 1960 à nos jours, le retour croissant du religieux dans la politique intérieure américaine et l'instrumentalisation qu'en a faite le parti républicain pour arracher le pouvoir au parti démocrate et à la coalition du New Deal rooseveltien. Conjugué à la crise du politique qu'ont connue et connaissent encore les États-Unis, le surgissement du religieux paraît avoir pour origine essentielle le désenclavement du Sud, territoire par excellence du protestantisme conservateur. À partir de la Seconde Guerre

mondiale, la production industrielle s'est déplacée dans ce Sud, suivie plus tard par les industries de pointe, les services, l'exploitation du pétrole et le tourisme, provoquant des migrations de travailleurs à partir du nord-est du pays et une urbanisation croissante. D'où, à la fois, dans les ex-communautés rurales, l'apparition du pluralisme, de la désagrégation sociale, d'une certaine rupture avec la rigueur morale chez les croyants et d'une réelle crainte du côté des Églises de se voir marginaliser. Cette alchimie sociale a dès lors donné aux pasteurs conservateurs l'idée d'utiliser l'action politique pour tenter d'imposer par la loi un consensus moral qui n'existait plus, en faisant des problèmes sociaux des problèmes moraux. À travers la succession des élections et des présidents et en analysant les erreurs de ses adversaires démocrates et les raisons de leurs pertes électorales, le parti républicain a le mieux compris l'instrumentalisation qu'il pouvait faire de ces troupes nouvelles, en réaction contre la suppression de la prière et

de la lecture de la Bible dans les écoles publiques, la loi sur les droits civiques, les mesures en faveur des Afro-Américains, les droits civiques des homosexuels, les projets de programmes d'éducation sexuelle dans les écoles, la légalisation de l'avortement. En s'organisant progressivement en Majorité morale, puis en mutant en Christian Coalition poursuivant une guerre pour l'âme de l'Amérique, les chrétiens conservateurs américains, pour la plupart fondamentalistes et *White ethnics*, sont ainsi devenus une force à la fois indispensable aux majorités électorales et... perdante, vu le caractère absolutiste de ses revendications et en raison de situations majoritaires aux divers niveaux locaux ou ré-

gionaux, qui ne se retrouvent pas au niveau national. Si leur opposition a réussi à couler l'instauration de certaines dispositions, aucune de leur revendication n'a abouti à la promulgation ou à l'abrogation d'une loi. Tous les présidents républicains, qui les ont courtisés pour se faire élire, ont, une fois en place, soigneusement oublié de tenir les promesses qu'ils leur avaient faites.

En ce qui concerne l'actualité récente, Isabelle Richet termine en montrant comment l'idée de « séculariser » la droite chrétienne en fraction politique conservatrice n'a fait que diviser la Christian Coalition en puristes et progressistes.

Quant à George W. Bush, son projet est aujourd'hui de margi-

naliser la droite chrétienne, qui en 1992 a coté sa réélection à son père, en cherchant à s'adresser directement aux croyants, en témoignant régulièrement de sa foi en public, en établissant des contacts avec une grande diversité de responsables religieux (mais de rapports privilégiés avec aucun), en tentant, en fait, de se substituer à eux comme représentant d'une droite religieuse conservatrice plus inclusive.

On trouvera également au sommaire de ce numéro d'*Hérodote* des études sur l'Inde, la Grande Éthiopie, les Juifs bulgares, le Nigeria, la Chine et l'Indonésie.

Hervé Cnudde